

# De la recherche à l'action : les sciences sociales au secours de l'écocitoyenneté ?

## Présentation

- **Alexandra Schleyer-Lindenmann** \*  
*Maître de conférences en psychologie*
- **Marie Jacqué** \*  
*Maître de conférences en sociologie*

Le programme de recherche-action « Ecocitoyenneté : des idées aux actes favorables à l'environnement », initié et soutenu par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Energie) et la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, s'est présenté comme une opportunité pour ouvrir une réflexion théorique et empirique sur l'engagement contemporain des sciences sociales vis-à-vis de la question environnementale. Le principe de ce programme était de réunir une équipe de recherche et une association d'éducation et de sensibilisation à l'environnement autour d'un enjeu commun, celui de l'amélioration des dispositifs mis en place dans le cadre de l'écocitoyenneté.

L'émergence de la notion d'écocitoyenneté est concomitante du succès rencontré par celle de développement durable au cours des années 1990. Dans ce cadre, l'écocitoyenneté renvoie aux formes de participation citoyenne envisagées et souhaitées dans le cadre des politiques publiques menées au nom du développement

durable. L'analyse des actions « écocitoyennes » souligne la régularité de la question comportementale et l'importance accordée par les pouvoirs publics à l'adoption des « bons gestes » pour l'environnement. Ainsi, la formation de l'écocitoyen se résume, pour ceux qui en ont aujourd'hui la charge – les organismes de gestion de l'environnement comme l'ADEME, ou les Agences de l'eau, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) et les collectivités territoriales, mais aussi le milieu associatif d'éducation à l'environnement –, à obtenir un changement comportemental allant vers « une meilleure prise en charge de l'environnement dans les gestes quotidiens ». La diffusion du discours sur les « gestes au quotidien » s'apparente à une forme de socialisation environnementale de l'individu passant aussi bien par le chemin de l'école, à travers l'intervention des éducateurs à l'environnement, que par le biais des médias et de la communication via des campagnes de sensibilisation et d'information auprès du grand

\* *ESPACE, UMR 6012, Université de la Méditerranée / CNRS  
Département des sciences humaines, Case 901, Faculté des sciences de Luminy, 163 avenue de Luminy,  
13288 Marseille cedex 9  
alexandra.lindenmann@univmed.fr  
marie.jacque@univmed.fr*

public. Devenue une notion transversale et commune pour l'ensemble des acteurs et organisations intervenant dans la gestion de l'environnement, l'écocitoyenneté fonctionne comme une référence morale justifiant l'adhésion de tous, par les « actes », à un projet social partagé, celui du « développement durable ».

L'appel, qui est aujourd'hui fait aux sciences sociales, apparentées à des « sciences du comportement », est celui d'une expertise et d'une évaluation de l'action menée en matière d'écocitoyenneté. A l'instar de l'écologie, les psychologues, sociologues et les sciences de l'éducation sont aujourd'hui convoqués et invités à produire un cadre d'expérimentation et de réflexion permettant d'améliorer l'efficacité des politiques publiques dans le domaine de l'environnement.

De son côté, l'impulsion d'une démarche de recherche-action, impliquant les sciences sociales dans le domaine de l'environnement, témoigne d'une transformation dans la construction sociale et politique des enjeux environnementaux. L'implication des scientifiques sur ces questions a d'abord été essentiellement le fait des sciences de la vie. Le positionnement militant et engagé de certains scientifiques a donné une assise scientifique et une publicisation des revendications environnementales.

Les connaissances scientifiques produites par l'écologie, ainsi que l'approche systémique, qui caractérise cette discipline, ont largement contribué à la définition des enjeux environnementaux et aux réponses politiques et sociales qui ont pu être apportées.

La collaboration, qui est aujourd'hui souhaitée et soutenue par les pouvoirs publics entre acteurs associatifs et sciences sociales dans le domaine de l'environnement, renvoie à une rupture dans la formulation des problèmes environnementaux. En effet, l'attente vis-à-vis des sciences sociales renvoie davantage à une mise en conformité des comportements individuels avec les dispositifs de gestion de l'environnement qu'à un questionnement portant sur les interactions nature/société. C'est pourquoi, le positionnement des disciplines représentées ici sur leur rôle et la portée de leurs analyses dans le domaine de l'environnement nous paraissait

un élément central dans l'analyse de l'écocitoyenneté. Leur expertise est aujourd'hui recherchée par les politiques publiques qui induisent que chaque individu peut – ou doit participer à – résoudre les problèmes environnementaux. Certaines disciplines, comme la psychologie, répondent depuis longue date à cet appel et apportent leur savoir et leur savoir faire. D'autres disciplines, comme la sociologie, ont une posture plus distanciée vis-à-vis de la notion d'écocitoyenneté, en la replaçant dans le contexte social et idéologique contemporain.

Ce dossier, auquel ont participé essentiellement, mais pas seulement, les équipes du programme de recherche-action « *Ecocitoyenneté : des idées aux actes favorables à l'environnement* », souhaite apporter des éléments de réflexion sur la place que tiennent, aujourd'hui, les sciences sociales dans le domaine de l'environnement, à travers l'exemple de l'écocitoyenneté. Ce lien se traduit aussi par des relations entre plusieurs partenaires très concrets : les chercheurs en sciences sociales, les associations actives dans le domaine environnemental et, *last not least*, les institutions et organismes publics impliqués dans la gestion de l'environnement. Tous s'intéressent ou s'adressent aux individus dont ils étudient ou souhaitent développer les comportements favorables à l'environnement.

Dans le premier article, Chantal Aspe et Marie Jacqué présentent une analyse sociologique de la notion d'écocitoyenneté en soulignant ses implications normatives. L'engagement des individus par les pratiques écocitoyennes est questionné au regard de la finalité des modèles gestionnaires dans lesquels celles-ci s'inscrivent.

Puis Dominique Ami, Heidi Ittner, Marie Jacqué et Alexandra Schleyer-Lindenmann exposent, à travers des données empiriques dans le domaine des modes de transport, comment les comportements pro-environnementaux, qui sont présentés comme résultant de choix individuels, dépendent prioritairement de facteurs socio-économiques et contextuels.

En ce qui concerne la rencontre entre chercheurs en sciences sociales et acteurs du domaine environnemental à travers la recherche-action, celle-ci favorise indéniablement les échanges de savoir que Carole Birck, Hervé

Cellier et Sébastien Pesce étudient du point de vue de la démocratie d'apprentissage et de l'utilité sociale du savoir.

Globalement, la démarche de la recherche-action soulève de nombreuses questions, tant en ce qui concerne les objectifs – complémentaires ou concurrents ? – des partenaires impliqués (associations, chercheurs, institutions), qu'en ce qui concerne les possibilités et limites de synergies entre eux, comme le démontrent Françoise Bernard et Martial Caspar dans leur article.

Enfin, la question de l'engagement des chercheurs eux-mêmes ne peut être évacuée dans le domaine des comportements pro-environnementaux. Francine Boillot-Grenon met en avant l'intérêt du « théâtre-forum » dans le domaine de l'écocitoyenneté et constate que ce sujet de recherche et l'interaction entre partenaires impliqués ont transformé chercheurs et praticiens dans leur manière de penser leur écocitoyenneté.

Partant de cette même question de l'engagement du chercheur, Robert Vincent Joule, Séverine Halimi-Falkowicz et Christelle Masclef exposent ensuite, dans leur contribution, les techniques d'engagement librement consenti proposées par la psychologie sociale, afin de favoriser les comportements favorables dans le domaine de l'environnement.

Enfin, Stéphanie Oudin, représentant l'acteur institutionnel « Région Provence-Alpes-Côtes-d'Azur », souligne à juste titre que l'éducation aux comportements favorables à l'environnement est « *une éducation à la complexité* », nécessitant une approche systémique de l'ensemble des éléments et partenaires impliqués. Ce dossier de *Faire Savoirs* espère y apporter sa contribution.

# Faire Savoirs

n° 9 - décembre 2010

Sciences humaines et sociales en région PACA



## De la recherche à l'action : les sciences sociales au secours de l'écocitoyenneté ?

**Coordination :**

**Marie Jacqué & Alexandra Schleyer - Lindenmann**

### thèses

**Nicole Saïd-Mohamed**

*La situation de minoritaire comme épreuve. L'école comme ressource ? Etude de trajectoires de réussite scolaire de jeunes originaires des Comores - Mayotte à Marseille*

**Cyril Belmonte**

*Pouvoir municipal et Révolution  
517 séances municipales à Aubagne [1789-1799]*

**Karine Michel**

*Juifs de Saxe et de Berlin  
De la non-validité du concept de « communauté »*

### lecture

**Pour une sociologie des rapports sociaux**